

BOUTEFLIKA A PRÊTÉ SERMENT**Une corvée et quelques promesses**

Abdelaziz Bouteflika a «composé», officiellement, son quatrième mandat au bout d'un effort surhumain, hier lundi, avec une cérémonie d'investiture et de prestation de serment qui restera dans l'Histoire. Au Palais des nations à Club des Pins à Alger, Bouteflika était, sans doute, face au plus sérieux test de sa vie.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - L'ultime étape de ce coup de force, qu'est le quatrième mandat, était effectivement incontournable. L'article 75 de la Constitution l'obligeant à une présence physique personnelle et inévitable, Bouteflika fera ainsi face à des centaines de personnes que sont les invités à la cérémonie et des millions d'autres en direct à la télévision.

Vers 10h30, Bouteflika fait son apparition sur un fauteuil roulant, comme prévu. Et comme les Algériens ont désormais appris à le voir depuis le 17 avril. Or, à la différence du jour de l'élection, cette fois, il est tenu de parler. En direct et sans le moindre montage d'image !

Devant donc tout ce que l'Algérie compte comme hauts responsables, civils et militaires, les membres des deux Chambres du Parlement, les walis, les représentants du corps diplomatique accrédités à Alger, une nuée d'autres invités entre représentants de partis politiques, de la société civile, hommes d'affaires, responsables



Abdelaziz Bouteflika lors de la cérémonie de prestation de serment.

des médias publics et privés, ou tout simplement des partisans, la prestation de serment devait commencer.

Dans un silence religieux, le président de la Cour suprême invitera son auguste interlocuteur à répéter derrière lui, comme le veut l'usage, les termes du serment officiel qu'exige la Constitution à tout nouveau président algérien élu.

Le suspense atteint son comble, à l'entrée : Bouteflika marquera quelques secondes de retard, qui paraissaient une éternité sur le moment, avant de réagir et commencer à réciter la première phrase du serment !

L'émotion était telle que certains proches ou simples partisans de l'homme ne pouvaient

retenir leurs larmes ! Certains craignaient même le pire, à savoir qu'il n'allait pas pouvoir aller jusqu'au bout ! Visiblement très affaibli, il réussira néanmoins à s'acquitter de cette corvée.

En tout cas, il accomplira son serment et, pour la première fois depuis le 8 mai 2012, il entamera même un discours à la nation !

Au bout de quelques phrases, il paraissait toutefois évident que Bouteflika n'allait pas tout lire de ce discours que les services de la présidence avaient pris le soin de distribuer avant l'entame du cérémonial.

Ainsi, et profitant d'un moment où l'assistance inondait la salle d'un tonnerre d'applaudisse-

ments, pour s'extraire à cette deuxième corvée et ce, en recourant immédiatement à la formule d'usage pour clôturer un discours. De manière générale, Abdelaziz Bouteflika s'acquittera à minima de cette «contrainte» constitutionnelle, fort éprouvante physiquement pour un homme de 77 ans et qui doit faire avec de lourdes séquelles d'un accident vasculaire cérébral qui l'avait terrassé le 27 avril 2013. Toujours convalescent, il souffre encore de son problème de motricité, même si la voix est beaucoup plus audible.

Cela étant, et au plan strictement politique, c'est sans surprise que Bouteflika répètera son engagement à entamer son premier chantier, la révision de la Constitution.

Comme en 2011, il lancera de vastes consultations préalables à cette révision avec «les partis politiques, les représentants de la société civile et des personnalités nationales», tenait-il à préciser.

Des consultations que conduira, fort probablement, Abdelmalek Sellal qui vient d'être reconduit à son poste de Premier ministre.

K. A.

Abdelmalek Sellal de nouveau Premier ministre

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a nommé hier lundi M. Abdelmalek Sellal, Premier ministre, en remplacement de M. Youcef Yousfi, qui a assuré l'interim, indique un communiqué de la présidence de la République.

«Conformément aux dispositions de l'article 77 alinéa 5 de la Constitution, Son Excellence

Monsieur Abdelaziz Bouteflika, président de la République, a mis fin ce jour à l'interim des fonctions de Premier ministre assuré par Monsieur Youcef Yousfi», précise le communiqué.

«Le président de la République a nommé Monsieur Abdelmalek Sellal, Premier ministre», conclut la même source.

APS

RÉÉLECTION DE BOUTEFLIKA**L'opposition renforcée**

L'élection présidentielle du 17 avril, de par sa singularité liée à la candidature d'un Bouteflika impotent, aura peut-être le seul mérite de forcer à des conglomérats politiques enfourchant tous la perspective de changement du système. L'attitude par trop provocante du pouvoir a fait prendre conscience aux uns et aux autres qu'il n'est point de salut dans les aventures partisans solitaires.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Dès les préliminaires de l'élection présidentielle, des partis et des personnalités politiques ont pris sur elles d'imaginer puis de structurer une initiative visant à disqualifier politiquement un scrutin qui ne devait point surprendre quant à ses résultats.

La Coordination nationale pour le boycott, qui rassemble des partis politiques d'obédiences diverses et des personnalités acquises à l'idée du changement, a constitué le premier bloc d'opposition non seulement à la candidature de Bouteflika mais aussi et surtout au processus électoral.

Rebaptisé, au lendemain du scrutin du 17 avril, Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique, le front du boycott, formé du RCD, MSP, Jil Jadid, Ennahda et FJD et de personnalités politiques, à l'instar de l'ancien chef de gouvernement Ahmed Benbitour, a pour ambition de parvenir à imposer un changement, en passant par une phase de transition.

La CNLTD peut déjà réclamer un statut de force politique prépondérante, puisque, même à prendre en compte les chiffres

officiels de l'élection présidentielle, elle peut se targuer d'avoir convaincu un électeur sur deux à ne pas se rendre aux urnes.

La construction de la CNLTD est parée contre les procès d'intention, tant est qu'elle est constituée de partis et de personnalités qui se recrutent dans des sèves idéologiques diverses, voire antinomiques.

Ce qui, soumis à l'analyse politique, permet d'affirmer que le pouvoir en place a réussi à faire consensus contre lui. Un point de vue dont la pertinence se vérifie aussi à travers la constitution du Pôle des forces du changement regroupées autour de l'ancien chef de gouvernement Ali Benflis, candidat malheureux à l'élection présidentielle.

Le Pôle des forces du changement, tout comme la CNLTD, est acquis à l'idée du changement du système. Une convergence intéressante, tant est que dans l'un comme dans l'autre des deux regroupements ont pris place des partis ou des personnalités qui ont été, à un moment donné, partie intégrante du pouvoir. Que des partis ou des personnalités prennent



Le front d'opposition fait consensus contre Bouteflika.

ainsi congelé d'un système qu'ils ont fréquenté atteste de l'impasse vers laquelle conduit la gouvernance de Bouteflika.

Un Bouteflika qui, quinze ans de règne durant, a agi sur le levier de la rente pour s'offrir des clientèles parmi la classe politique et la société civile. Cependant, cette façon d'entretenir une cour, n'a pas été tellement opérante, puisque d'aucuns parmi ses partisans d'hier s'en sont démarqués, ayant fini par entrevoir l'impasse qui risque d'être coûteuse pour le pays.

A trop désirer rester au pouvoir, Bouteflika a réussi, malgré lui, à faire liguer contre son pouvoir non seulement ses adversaires de toujours mais aussi ses partisans d'hier.

Plus qu'à des partis à l'action limitée mais à des blocs d'opposition qu'il aura affaire. Pour une fois, il aura affaire à une adversité forte, surtout si l'opposition parvient à fédérer ses actions. Ce qui n'est pas exclu.

S. A. I.